canton de vaud
LIBERTÉ ET PATRIE

CONSEIL D'ETAT

Château cantonal
1014 Lausanne

Monsieur le Conseiller fédéral
Beat Jans
Chef du Département fédéral de justice et police (DFJP)
Palais fédéral ouest
CH-3003 Berne

Par courriel :
ptss-aemterkonsultationen@isc-ejpd.admin.ch

Réf. : 25_COU_1765

Lausanne, le 30 avril 2025

Consultation fédérale - Révision partielle de deux ordonnances d'exécution de la loi sur la surveillance de la correspondance par poste et télécommunication (OSCPT, OME-SCPT)

Monsieur le Conseiller fédéral,

Nous faisons suite à la consultation citée en titre et vous remercions d'y avoir associé le Canton de Vaud.

La révision des deux ordonnances en question est saluée, car elle permettra de clarifier la différenciation des personnes obligées de collaborer. Au demeurant, le Conseil d'Etat vaudois n'a pas de remarques particulières à formuler.

Toutefois, le Conseil d'Etat constate que le nombre d'entreprises et de services concernés par les différentes obligations est extrêmement important et fait craindre la mise en œuvre d'un système s'apparentant à une surveillance généralisée en Suisse. Dans sa Stratégie numérique, le Conseil d'Etat souligne la nécessité d'empêcher les traitements abusifs de données personnelles. Finalement, le Conseil d'Etat s'est engagé fortement pour le développement d'un territoire de la confiance numérique et craint que cette révision ne vienne mettre en difficulté cet écosystème en pleine croissance. Dès lors, il demande une redéfinition des catégories de fournisseurs concernés par les différentes obligations et appelle à un dialogue avec les milieux concernés dans les meilleurs délais.

En conclusion, le Conseil d'Etat est d'avis que la Suisse devrait aligner ses pratiques de surveillance sur les standards européens, afin de concilier efficacement sécurité, innovation et respect des droits fondamentaux.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Conseiller fédéral, à l'assurance de notre respectueuse considération.

AU NOM DU CONSEIL D'ETAT

LA PRESIDENTE	LE CHANCELIER
Christelle Luisier Brodard	Michel Staffoni

Copies

- Office des affaires extérieures
- Police cantonale